

Les Gilets jaunes, un « précipité » des valeurs de notre société

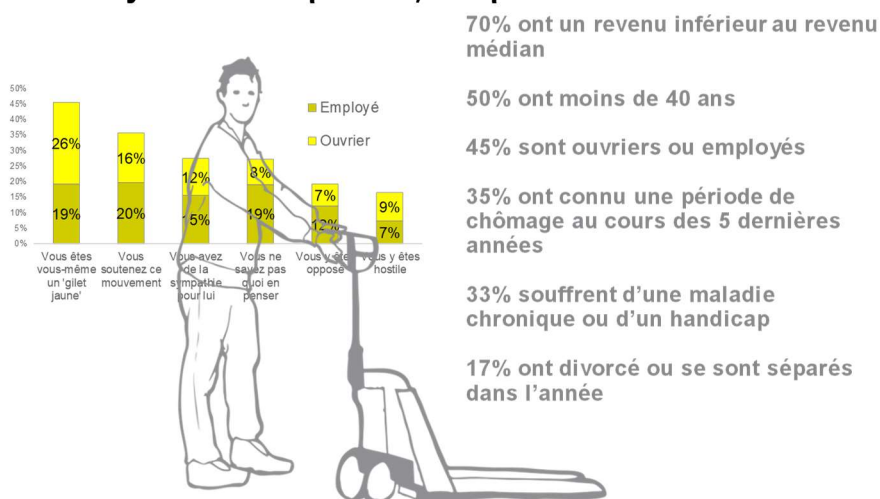
Le mouvement des « gilets jaunes » est apparu à l'automne 2018. Il a vite pris de l'ampleur et suscité l'attention par son caractère inédit tant par sa forme que sa longévité. Nombreux ont tenté d'approcher le phénomène et d'en proposer une lecture tantôt critique, dénonçant le radicalisme ou l'inconsistance politique du mouvement, tantôt positive le percevant comme un « réveil citoyen » d'individus cherchant à lutter contre les inégalités. L'analyse de l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC, qui permet de prendre du recul sur la question, révèle que ce mouvement offre une forme de précipité des tendances et valeurs qui parcourent notre société. Souhait de ne pas être le perdant dans une société qui valorise la compétition, rejet de l'autre alors que la méfiance s'installe entre les individus, recherche de pouvoir d'achat dans une société de consommation, souhait d'être visible et entendu dans un contexte saturé d'informations, inacceptation grandissante des inégalités, désir de liberté individuelle... Ces tendances combinées offrent un terreau favorable à la radicalité mais elles nourrissent également un intérêt pour la participation citoyenne dans l'espace public, après des années de désaffection et distance grandissante de nos concitoyens avec le politique.

Ne pas être le perdant de la compétition

La contestation et les revendications portées par le mouvement des Gilets jaunes s'enracinent, de prime abord, dans un profond sentiment de **précarité sociale et de difficulté financière** alors même que beaucoup de Gilets jaunes **travaillent**. Chez ceux qui se considèrent gilet jaune ou qui soutiennent ouvertement le mouvement on note, en effet, une surreprésentation à la fois des catégories modestes et des personnes rencontrant des difficultés à boucler leur fin de mois.

L'affinité au mouvement est d'autant plus importante que la personne est active, en poste : 65% des personnes déclarant être Gilets jaunes sont des **actifs occupés**, contre 53% en moyenne dans la population, et 41% chez les plus hostiles, parmi lesquels on repère un nombre important de retraités (40% contre seulement 11% chez les Gilets jaunes). Au sein des **actifs, les ouvriers, employés, non-diplômés, bas revenus**, déclarent plus souvent qu'en

Des jeunes actifs pauvres, aux parcours de vie heurtés



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

moyenne s'être engagés personnellement dans le mouvement ou le soutenir activement. La corrélation entre le niveau de vie, la profession, le diplôme et la propension d'adhérer ou de soutenir le mouvement est marquée.

Les personnes qui se sentent Gilets jaunes occupent plutôt des **emplois à faible qualification**, dans un marché de l'emploi où la compétition — forte — se polarise de plus en plus entre des « *lovely jobs* » et les « *lousy jobs* » (Goos et Manning, 2007). D'un côté on constate un essor des emplois à forte valeur ajoutée pour les plus diplômés, emplois qui demandent une forte adaptabilité et des compétences élevées. Et de l'autre, on observe le développement d'**emplois de mauvaise qualité** dans le secteur des services comme la vente au détail, la logistique,

la restauration, la construction, les livraisons ou les soins (santé, mais aussi éducation ou aide aux personnes handicapées, dépendantes, etc.). Rappelons que, selon la DARES, de 2001 à 2017, le nombre d'entrées en CDD a été multiplié par 2,5. En 2017, 87% des embauches se font en CDD. Au sein de ces CDD, **83% durent moins d'un mois et 30% ne durent qu'une seule journée.** Le phénomène est particulièrement marqué dans certains secteurs d'activité, comme l'hébergement médicosocial, l'audiovisuel ou la restauration.

Une personne sur deux qui se sent gilet jaune a **moins de 40 ans**, contre 34% en moyenne dans la population française. Or, les jeunes constituent l'une des catégories d'âge les plus vulnérables économiquement : c'est en effet parmi les 18-29 ans que le taux de pauvreté est le plus élevé. Les jeunes sont également confrontés à un taux de chômage plus élevé que la moyenne (en 2017, un jeune actif de 15-24 ans sur cinq). Et parmi les 15-25 ans en emploi, près de 4 sur 10 sont en emploi court, CDD ou intérim (39% en 2016). Cette compétition n'inquiète pas seulement ceux qui sont les premiers concernés par ces emplois routiniers et sans sécurité mais aussi les **classes moyennes qui se sentent menacées** (Kurer & Palier, 2019).

Le CREDOC a inséré une question spécifique dans **l'enquête Conditions de vie, menée en janvier 2019**, permettant de graduer le soutien au mouvement. Il a été demandé aux enquêtés s'ils étaient eux-mêmes « gilet jaune », s'ils soutenaient le mouvement, s'ils ressentaient de la sympathie pour lui, s'ils ne savaient pas quoi penser ou si, au contraire, ils y étaient opposés ou même hostiles. Le graphique ci-dessous synthétise la répartition de la population.

56% des Français expriment une affinité avec le mouvement des gilets jaunes

« Depuis octobre 2018 est apparu le mouvement des « gilets jaunes », appelant au départ des automobilistes à bloquer les routes pour protester contre la hausse des prix des carburants et demander une baisse des taxes. Quelle est votre attitude à l'égard de ce mouvement ? » - Champ : population française



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

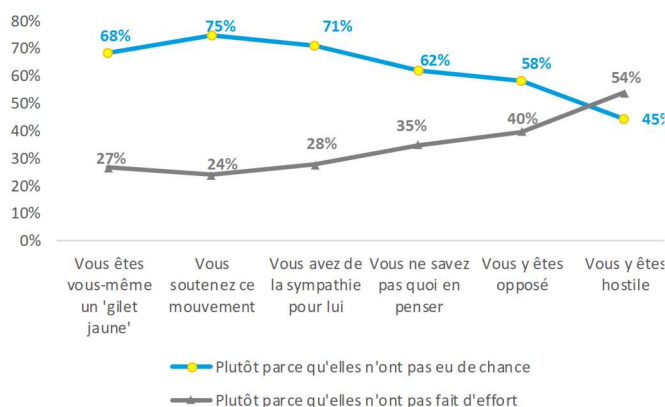
Dans une société qui valorise de plus en plus la responsabilité individuelle

À ces positions dans l'échelle sociale, s'ajoutent des **accidents de vie ou des changements fragilisant**. 33% des

Gilets jaunes souffrent d'un handicap ou d'une maladie chronique (contre 25% en moyenne dans la population), 27% ont été confrontés au décès d'un membre de leur famille au cours des 12 derniers mois (contre 18% en moyenne), 17% se sont séparés de leur conjoint au cours des 12 derniers mois (6% en moyenne). On comprend dès lors que les Gilets jaunes et leurs soutiens **mettent à distance l'idée que la pauvreté pourrait être du ressort de la responsabilité individuelle**. Seuls 27% considèrent que les pauvres « n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir », contre 54% des personnes

Le refus de la responsabilité individuelle de la pauvreté

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ? % C'est **plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance** (vs C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir)

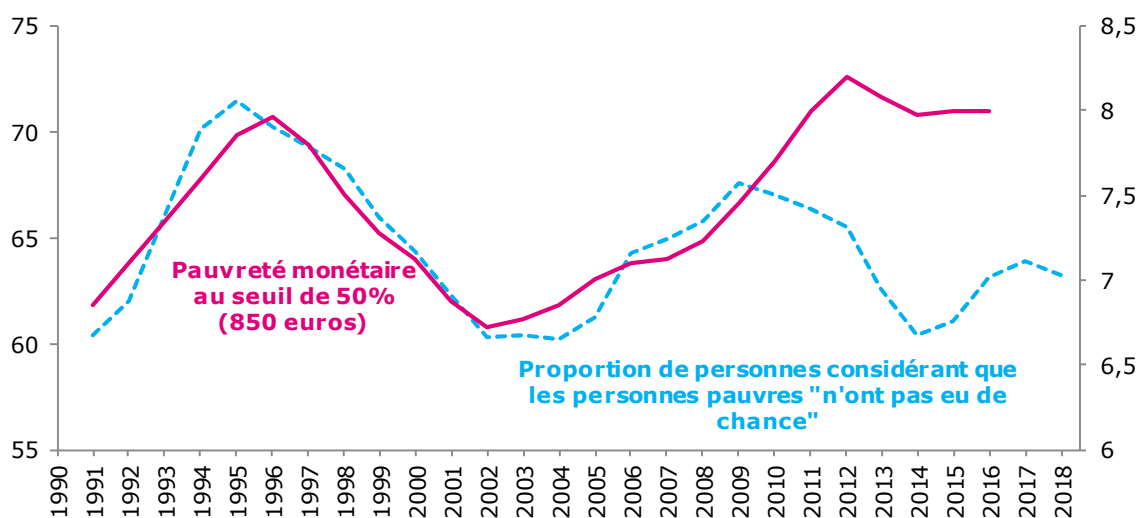


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

hostiles au mouvement. Notons que la plupart du corps social est plutôt d'avis, et depuis de nombreuses années, que les raisons de la pauvreté sont structurelles et pas individuelles. Mais on observe un renversement des valeurs depuis la crise de 2008. Alors que la pauvreté a fortement augmenté avec la crise, l'empathie vis-à-vis des catégories modestes s'est en quelque sorte déconnectée de l'évolution de la pauvreté avec laquelle elle avait été, pendant longtemps, intimement liée. La population semble davantage considérer que **chacun doit être en mesure de se prendre en main** pour mobiliser les ressources nécessaires pour s'en sortir. Le mouvement des Gilets jaunes pose d'une certaine façon **la question de la montée en puissance de la valorisation de la responsabilité individuelle** et de ses conséquences.

Depuis dix ans, l'idée que c'est à chacun de s'en sortir par lui-même gagne du terrain (en %)

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ? %
C'est **plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance** (vs C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir)



Source : Echelle de gauche : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations » ; Echelle de droite : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1990, Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives 1996 à 2004, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2011. À partir de 2010, les estimations de revenus financiers mobilisent l'enquête Patrimoine 2010. Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

En effet, ces dernières décennies ont valorisé la logique de **compétition** entre individus dans des domaines très divers avec l'idée que cette compétition serait un moyen à la fois **d'assurer la justice entre les individus**, et par ricochet, une amélioration de la situation pour tous. Cette logique se traduit très concrètement dans le quotidien des Français. Chacun, s'il veut vivre une vie épanouissante, doit aujourd'hui être capable de constituer un projet personnel convaincant pour être sélectionné dans une formation de bon niveau, de développer son employabilité au cours de sa vie avec des formations et des changements de carrière bien choisis pour rester attractif dans le marché de l'emploi, ou pour donner un exemple dans d'autres domaines, de constituer le meilleur dossier pour avoir des chances d'obtenir un logement en location, ou encore de donner une belle image de lui pour augmenter ses chances de rencontrer l'âme sœur dans les « supermarchés » géants de la rencontre en ligne que sont les applications de rencontres, où l'offre mais aussi la concurrence est infinie, etc.

Cette vision pose plusieurs questions de société qui se trouvent résumées par la situation des Gilets jaunes.

La première est que, derrière la notion de **mérite**, très consensuelle, tous n'accrochent pas les mêmes notions. S'agit-il par exemple de valoriser **l'intelligence**, les talents « innés » de chacun, en un mot d'encourager les personnes qui sortent du lot par leurs capacités et leurs résultats ? Ou bien de rétribuer les **efforts**, le travail et la persévérance, le chemin pris pour y arriver, c'est-à-dire les actes de chacun ? Quels mérites rétribuer le plus entre les compétences intellectuelles de développeurs en informatique et les efforts physiques pénibles de manutentionnaires ? Quels

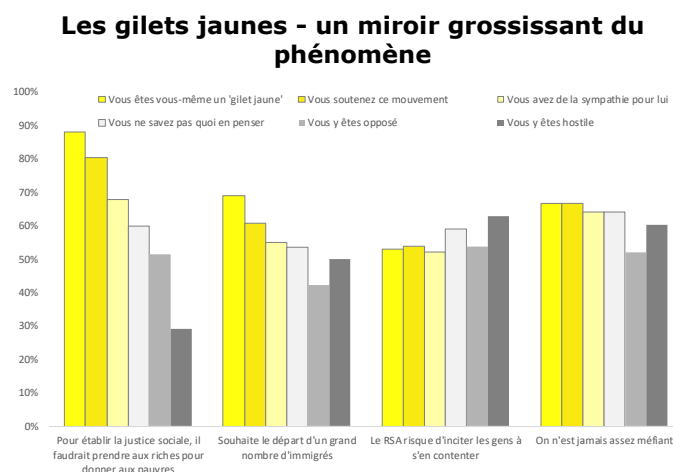
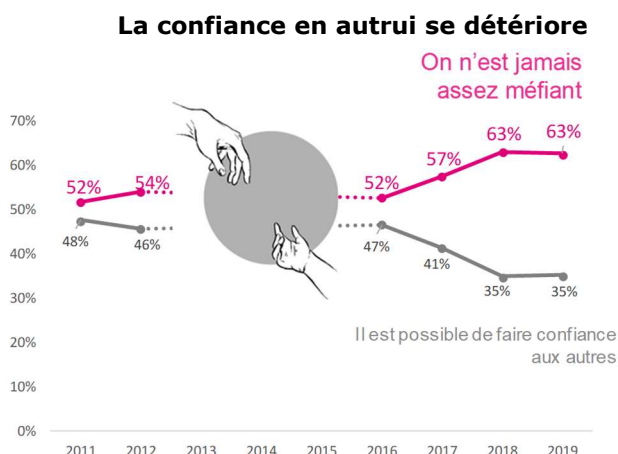
critères objectifs utiliser ? L'importance accordée au diplôme en France par rapport à l'expérience professionnelle par exemple est-il juste ? Certains répondront que la hiérarchie doit être bâtie au regard de l'apport pour la société. Mais là encore quel apport valoriser ? Faut-il juger du mérite à l'aune de la croissance économique générée ou au regard d'autres objectifs comme la cohésion sociale ou le bien-être ? Par exemple, les métiers du soin (aide soignants, aide aux personnes âgées ou aux enfants en bas âge, etc.) offrent des conditions de travail souvent difficiles (horaires morcelés, forte responsabilité, pénibilité morale et physique) et peu rémunérateurs ; ils sont souvent représentés au sein des métiers pratiqués par les Gilets jaunes.

La deuxième de ces limites a trait à la **responsabilité de l'échec**. Comme l'explique François Dubet, en se plaçant dans une situation utopique où tout le monde partirait de la même ligne de départ (avec des individus également beaux, intelligents, performants, éduqués, etc.), le principe de la compétition produit mécaniquement des **gagnants et des perdants**. Ces derniers sont non seulement les « perdants » de la course, mais ils sont **responsables** de leur situation. La colère exprimée par le mouvement est probablement aussi le résultat d'une **société qui pointe de plus en plus une individualisation des responsabilités**. Cette évolution dresse une ligne de partage dans la population et explique vraisemblablement une partie de la crise sociale. Plus les individus sont proches du mouvement, plus ils sont proches eux-mêmes des situations de pauvreté et de difficulté, et plus ils réfutent l'idée que la pauvreté serait une responsabilité de chacun.

Les uns contre les autres, la méfiance en autrui

Au-delà des questions d'égalité de la ligne de départ et en imaginant que soient réellement gommés ou compensés les avantages ou handicaps de chacun, cette logique de compétition a également pour effet **que chacun regarde et se compare en permanence** à ce qui l'entoure. Les inégalités de revenus restent relativement faibles en France, même si elles ont tendance à progresser. Selon le rapport sur les inégalités mondiales en 2018, la France fait encore bonne figure, et ce même lorsqu'on se concentre sur les 1% de la population les plus riches ou sur l'évolution de la répartition du patrimoine. « *Sur les quarante dernières années, l'accroissement de la part de richesse des catégories supérieures [les 1% avec le patrimoine le plus élevé] a été plus modérée en France et au Royaume-Uni, notamment grâce au rôle d'amortisseur qu'a joué l'augmentation du patrimoine immobilier de la classe moyenne et grâce une inégalité de revenus moindre qu'aux États-Unis* ». Mais la perspective d'augmentation des inégalités à l'œuvre au niveau international inquiète. Et chacun (classes moyennes, catégories modestes, hauts revenus) a le sentiment que d'autres tirent mieux leur épingle du jeu et « profitent du système ». Dans cette mécanique où tout le monde a le sentiment d'être lésé, sont tour à tour vilipendés les pauvres, les riches, les immigrés... en un mot : les autres.

L'enquête montre ainsi que 75% des Français estiment qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux plutôt que de travailler avec un bas salaire ; plus de la moitié pense que la perception du RSA peut inciter à ne pas rechercher



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

de travail (55%). Le consensus est également présent pour dire que à l'autre bout de l'échelle sociale « il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres et rétablir la justice sociale » (65% d'accord en 2019). En parallèle, 55% de nos concitoyens déclarent souhaiter que l'on « favorise dans les prochaines années le **départ d'un grand nombre des immigrés qui vivent actuellement** en France », plutôt que l'on recherche leur intégration. La proportion est plutôt en baisse depuis 4 ans (elle était de 59% en 2015). Mais elle reste très nettement majoritaire. Et finalement 63% de la population pensent « qu'on n'est jamais assez méfiant », une proportion qui a fortement augmenté ces dernières années. Le mouvement des Gilets jaunes est comme un effet de loupe sur des opinions très présentes dans le reste du corps social.

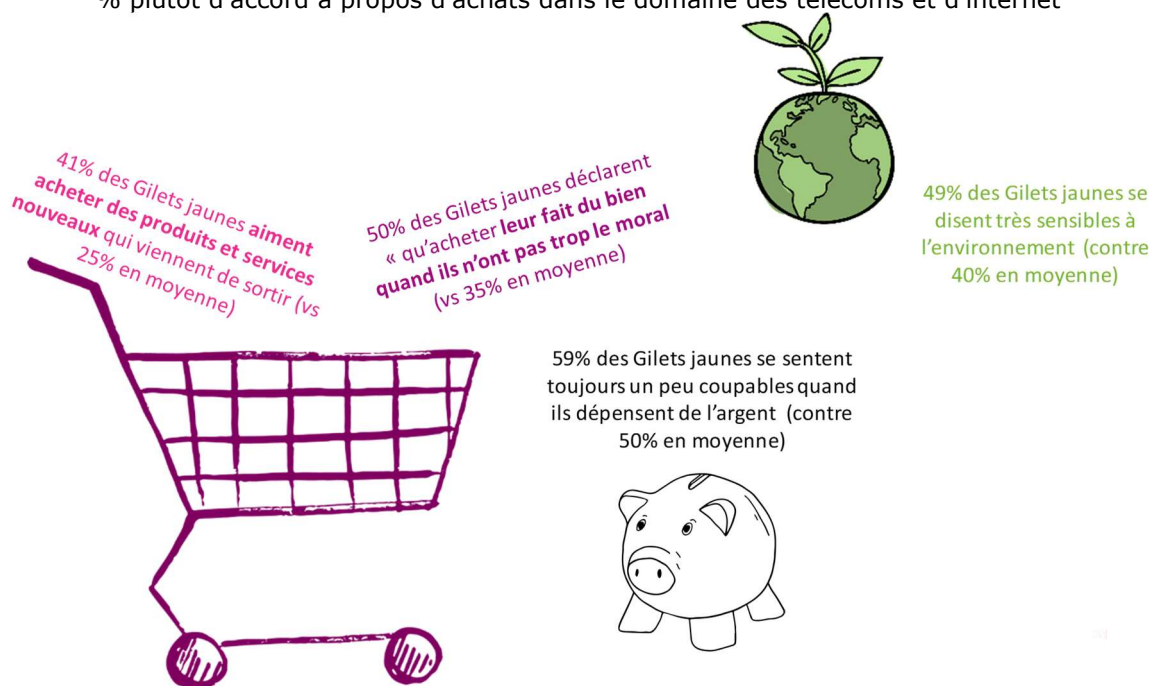
Consommer pour exister

Les Gilets jaunes sont en difficulté pour suivre le train de vie actuel de la société, où les besoins, offres et services se multiplient. **76% des Gilets jaunes s'en sortent difficilement et déclarent qu'ils s'imposent régulièrement des restrictions sur leur budget**, contre 55% en moyenne et 35% chez ceux qui ne cachent pas leur hostilité au mouvement. **Seulement 33% des Gilets jaunes disent être en mesure de faire face à une dépense imprévue** de 2000 euros en puisant dans leurs réserves, contre 53% en moyenne et 67% des opposants, 70% des personnes hostiles au mouvement. En cas d'entrée d'argent imprévue, un tiers des Gilets jaunes mobiliserait cette entrée pour rembourser une dette, contre seulement 14% des plus hostiles.

L'exemple des telecoms et d'internet est assez parlant. Entre 2011 et 2018, le taux de possesseurs de smartphones est passé de 17% à 75%. Toute la société se numérise à grande vitesse, et chaque jour de nouveaux services, privés, ou publics se multiplient. On comprend donc bien la nécessité pour chacun de s'équiper, s'il souhaite pouvoir rester à la page, inclus dans notre monde, ou tout simplement travailler ou accéder à des services publics. Mais la consommation de ce type de produits va au-delà et est aujourd'hui parée de vertus **consolatoires** : 41% des Gilets jaunes (soit 16 points de plus que la moyenne) déclarent qu'ils **aiment acheter des produits nouveaux qui viennent de sortir**, et 50% **qu'acheter leur fait du bien quand ils n'ont pas trop le moral**. Les Gilets jaunes offrent, ici encore, un **précipité des contradictions de notre société**. D'un côté ils se disent **sensibles à l'environnement** : 49% (soit 9 points de plus que la moyenne). Et de l'autre ils cherchent à monter dans le train de la consommation dont ils se sentent **largement exclus**.

L'envie de monter dans le train de la consommation sans pouvoir y arriver

% plutôt d'accord à propos d'achats dans le domaine des télécoms et d'internet



Source : CREDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019

La France des ronds-points, la peur du surplace dans une société de la mobilité

Le mouvement des Gilets jaunes est initialement né d'une colère face à l'augmentation du coût des carburants mettant sous le feu des projecteurs médiatiques et politiques des difficultés de **mobilité** qui sont d'autant plus forte que la société valorise celle-ci. De fait entre octobre 2017 et octobre 2018, les prix du gazole augmentaient de 22.6%, ceux de l'essence de 14.6%.

Rappelons qu'en parallèle, la place occupée par la **mobilité** dans la vie des Français progresse : en termes de km parcourus, on est ainsi passés de 849,5 milliards de voyageurs-kilomètres en 2005 à 956 milliards en 2016 soit une augmentation de 12.5% en une dizaine d'année (Chiffres clés du transport, 2018). Les enquêtes emploi du temps de l'INSEE mesurent par exemple une **hausse des temps de transports** de 7 mn pour les trajets domiciles travail entre 1999 et

2010. Et dans l'enquête Crédoc, la part des personnes passant plus de 20 minutes pour se rendre à leur travail est passé en vingt ans de 38% à 53%. Ces évolutions s'accompagnent de changements dans les représentations. Loin des anciennes figures où la sédentarité était valorisée en opposition au vagabond sans statut, **l'imaginaire contemporain accole à la mobilité de fécondes et positives associations**. Anne Barrère, Danilo Martuccelli (2005) décrivent les multiples connotations dans la littérature articulant la mobilité à la recherche d'une transformation existentielle, la marche vers une vie meilleure, une forme d'emprise sur le monde, la possibilité de se confronter à l'altérité dans un monde exaltant un « *individu ultra-mobile, hyper-malléable et indéfiniment adaptable* » (Taguieff, 2004). Barrère et Martuccelli montrent que la « *représentation fantasmée de la mobilité généralisée de certains individus produit [même une forme] d'enclavement individuel chez d'autres [...] C'est parce qu'ils vivent dans un monde qui survalorise le mouvement, que la mobilité empêchée ou impossible englué certains personnages dans le malaise existentiel. Ne pas pouvoir bouger est plus que jamais un signe d'impuissance sociale.* ».

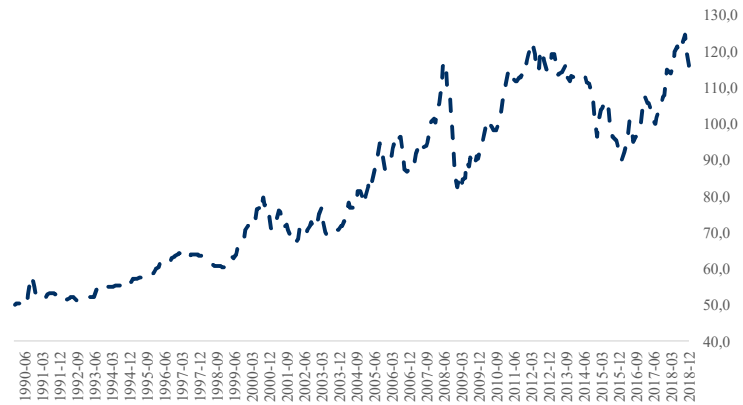
Le CREDOC et l'IRES ont mené une étude de très large envergure à partir de groupes qualitatifs de consensus pour l'ONPES pour établir des **budgets de référence en partant des besoins exprimés par les Français** dans différents types de territoires, notamment en villes moyennes et en territoire rural. Dans le domaine de la **mobilité**, elle révèle que les Français considèrent que pour vivre « décentement » se nourrir, se loger mais aussi **pouvoir participer à la vie sociale**, il est considéré comme nécessaire :

- En **territoire rural**, en raison de l'offre de transports en commun inexistante ou inadaptée aux besoins, de posséder **une voiture par adulte** pour les ménages d'actifs comme pour les ménages de retraités.
- En **ville moyenne**, de posséder **une voiture par ménage**, que l'on soit ou non actif et que l'on ait ou non des enfants. Pour les ménages comptant deux adultes, le besoin de mobilité est complété par un abonnement aux transports en commun.

Des besoins qui entraînent des coûts à l'achat de véhicules mais aussi, les dépenses de carburant, les frais d'entretien, d'assurance et de contrôle technique. Les transports représentent ainsi 10.3% des dépenses de consommation (Comptes nationaux 2017). Comment répondre à la valorisation de la mobilité lorsque les prix des carburants augmentent et que l'on est dépendant de la voiture ?

Les prix des carburants en augmentation sur longue période

Indice des prix à la consommation - Carburants et lubrifiants pour véhicules de tourisme



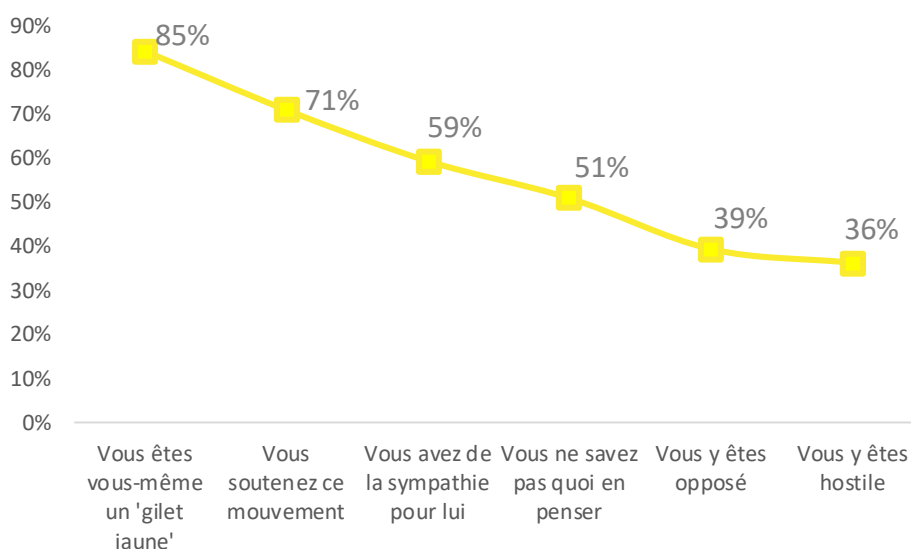
Source : Insee

La visibilité en jaune fluo dans une société où l'attention est rare

La question de l'**invisibilité sociale**, de la présence dans notre société de « groupes de population mal couverts par la statistique publique, peu visibles pour les pouvoirs publics et peu ou mal appréhendés par les politiques sociales » ou les médias n'est pas nouvelle. Rosanvallon évoque ainsi « *l'impression d'abandon [qui] exaspère aujourd'hui de nombreux Français. Ils se trouvent oubliés, incompris, pas écoutés. Le pays, en un mot, ne se sent pas représenté* ». Nous avons cherché dès 2015 à cerner ce phénomène et montré **une omniprésence du sentiment d'invisibilité** puisque la **moitié des Français estimaient déjà être confrontés personnellement « très souvent » ou « assez souvent » à des difficultés invisibles**, qui ne seraient pas considérées par les pouvoirs publics ou les médias. Le taux est toujours de **58% en 2019. Il culmine à 85% chez les « Gilets jaunes », et 71% chez leurs soutiens**, contre seulement 36% chez les personnes hostiles au mouvement. Faut-il rappeler que dans sa fonction première le gilet jaune est **un gilet de « haute visibilité »** destiné à améliorer la visibilité d'une personne évoluant en bordure de chaussée en situation dangereuse ou sur un chantier pour améliorer la protection individuelle. Être visible, entendu, écouté, prend d'autant plus d'importance que la **reconnaissance** est un besoin fondamental de nos sociétés actuelles. **Savoir se raconter**, produire du sens à partir de récits heurtés et de parcours de vie non linéaires (Ricoeur) devient nécessaire pour exister et se faire reconnaître par des autres significatifs dans une **société hyper connectée**, où l'attention qui est portée aux individus est une ressource rare au milieu d'un flux incessant d'information.

Le soutien au mouvement proportionnel au sentiment d'invisibilité

Avez-vous le sentiment d'être confronté(e) personnellement à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? % très souvent ou assez souvent

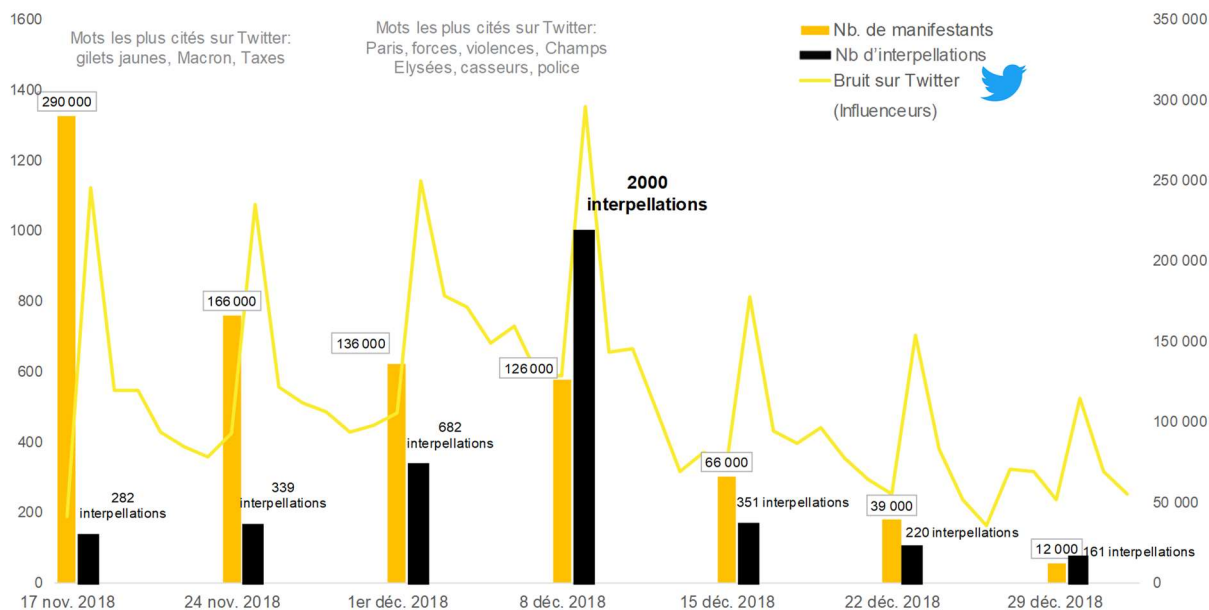


Source : CREDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019

Le mouvement des Gilets jaunes offre un **dispositif narratif de nature à visibiliser et donner la valeur au mouvement** : les manifestations sont dénommées « des actes » comme au théâtre, le gilet jaune donne une visibilité et unité visuelle inédite qui fera ensuite des émules (les stylos rouges, ...), le blocage des ronds-points offre des images spectaculaires, les marches sur les Champs Élysées, lieu réputé au niveau international et d'ordinaire peu souvent mobilisé pour des manifestations présentent un caractère de nouveauté et disent la colère par rapport à la consommation de luxe, les actes de violence contribuent à la diffusion en boucle sur les chaînes d'information continue. L'analyse d'influenceurs sur **twitter**, lieu de prise de parole investi plutôt par les élites, jeunes, à fort capital culturel et intéressées par la sphère publique, est de ce point de vue riche d'enseignement. **L'écho donné par les influenceurs au mouvement des Gilets jaunes** est sans commune mesure avec celui de la marche pour le Climat, ayant pourtant rassemblé 130 000 manifestants en septembre et octobre, soit des ordres de grandeur similaires. Le pic des tweets autour des Gilets jaunes est dans le détail davantage lié au **nombre d'interpellations**

qu'au nombre de manifestants. Il culmine autour du **8 décembre, date marquée par des affrontements violents** autour de l'Arc de triomphe, qui n'est pourtant pas la manifestation ayant rassemblé le plus de personnes.

La société du spectacle au travers du mouvement des Gilets jaunes



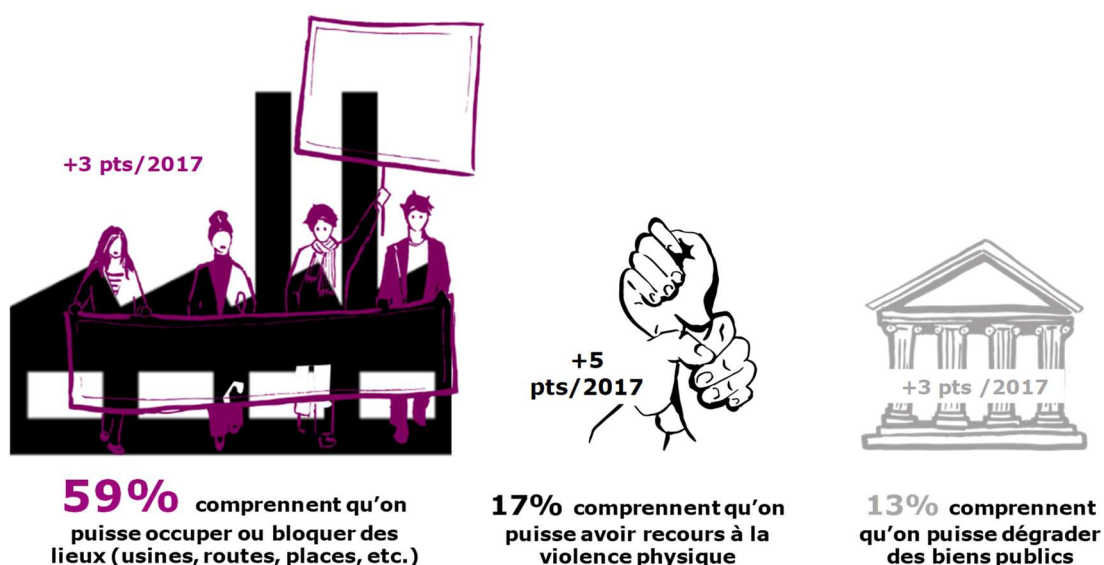
Source : CREDOC, Analyse des tweets d'influenceurs sur le réseau Twitter à partir de l'outil Talkwalker

La radicalité devient plus légitime

C'est précisément de sentiment d'invisibilité qui semble légitimer la possibilité de recours à la radicalité. Cette année, les Français, dans leur ensemble, semblent **accepter plus facilement que l'an dernier** les différentes formes d'actions radicales que nous avons investiguées en 2017 (+ 3 à + 5 points). L'occupation et le blocage de lieux (usines, routes, places) bénéficient de l'assentiment du plus grand nombre (59%, +3 points). Le recours à la violence physique et la dégradation de biens publics restent majoritairement perçus comme injustifiés aux yeux de nos concitoyens mais leur légitimité gagne du terrain : 17% (+5 points en un an) comprennent qu'on puisse avoir recours à la violence physique pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement, ou faire triompher une cause qui tient à cœur, et 13% (+3 points) qu'on puisse dégrader des biens publics.

Le soutien à des formes d'action radicales progresse

Pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement, ou faire triompher une cause qui tient à cœur, comprenez-vous qu'on puisse avoir recours aux actions suivantes ?



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

Comme en 2017, les groupes les plus défavorisés (**bas revenus, chômeurs, ouvriers** ...) ainsi que les **jeunes** sont plus enclins à comprendre des actions de ce type. Au sein de ceux qui se disent Gilets jaunes au moment de l'enquête, le recours à ces possibles actions est encore plus largement admis puisque 88% comprennent qu'on puisse bloquer des lieux (+ 29 points par rapport à l'ensemble de la population), 49% qu'on puisse avoir recours à la violence physique (+ 32 points) et 38% qu'on puisse dégrader des biens publics (+ 25 points). On n'aurait pu s'attendre à ce que les pillages et actes de vandalisme fortement médiatisés sur les chaînes d'information en continu aient limité la compréhension à la radicalité. À part chez les indépendants et les cadres chez qui le soutien à ce type d'action a eu tendance à diminuer, on constate une **progression dans l'ensemble de la société**. Davantage qu'idéologique, la violence est valorisée pour sa fonction **instrumentale** : avec l'idée que ce n'est que par la violence que chacun peut obtenir gain de cause. Elle s'explique ainsi par la volonté d'être entendu.

Un mouvement qui renouvelle l'appétence pour l'engagement et la chose publique ?

La place grandissante prise par **l'émotion** dans nos sociétés transparaît dans le mouvement des Gilets jaunes. Rappelons qu'à la suite à des changements dans les algorithmes de Facebook, la plateforme ne met plus en avant les publications les plus récentes, mais celles ayant **suscité le plus de réactions**, que celles-ci soient positives ou négatives. Parce que ce sont elles qui attirent **le plus l'attention** et attisent les émotions. Certains analysent ainsi le mouvement comme une transposition d'une colère facilitée et exacerbée par le numérique à une colère dans la rue, non maîtrisée car sous l'emprise de mouvements de foule.

La lecture des foules en colère renvoie traditionnellement une vision **psychologisante et dépréciant les comportements de foule** diffusée par Gustave Lebon dans son ouvrage « Psychologie des foules » (1895). Celui-ci décrit la foule comme une entité psychologique particulière, irréductible aux individus qui la composent, et qui transforme les individus en être irresponsables, presque hypnotisés et sans conscience personnelle, et où la passion qui anime ses membres est contagieuse et exagère et radicalise les positions. L'historienne Sophie Wahnich (2013) réfute cette lecture. Elle donne l'exemple des émeutes dites des banlieues en 2005 en France qui avaient « *alors été interprétées soit comme de la simple délinquance politisée par les regards portés, soit comme l'expression des*

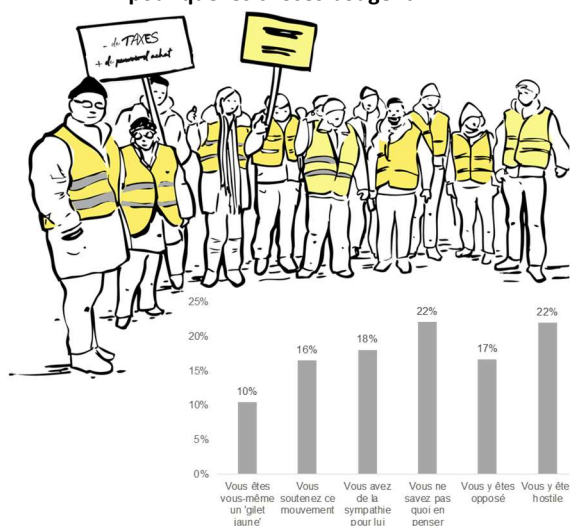
émotions politiques quand la politique est à l'état naissant. Toute la question alors était de reconnaître à des événements dénués quasiment de logos, une valeur politique, de reconnaître que **les émotions qui animaient les foules émeutières pouvaient être politiques.** » Elle cite notamment George Lefebvre, en 1934, qui décrit la Grande Peur de 1789 et argue que **l'émotion des foules est un acte politique.** « Quand on se trouve en présence d'un rassemblement, on ne peut pas le considérer comme une simple réunion d'hommes dont les idées ou les passions se seraient éveillées, en toute autonomie, dans la conscience de chacun d'eux ; s'ils se groupent pour agir, c'est qu'il y a eu entre eux, au préalable, action intermentale et **formation d'une mentalité collective.** (...) Les éléments de mentalité collective antécédente se trouvant **simplement refoulés à l'arrière-plan** de la conscience chez les membres d'un agrégat, il suffit **qu'un événement extérieur les rappelle au premier plan** pour que, brusquement, ces hommes retrouvent le sentiment très vif de leur **solidarité.** » [Lefebvre, 1934]

De fait, cette émotion et les mouvements qui en ont découlé semblent avoir nourri le sentiment que **différentes formes de participation à la vie publique peuvent être efficaces** « pour contribuer à ce que les choses bougent ». Après des années où la distance au politique, au vote et à tout engagement dans la vie publique semblait vain, on observe un frémissement dans la population. En 2017, 21% de la population ne considéraient qu'aucune des actions que le CREDOC leur proposait (manifester, voter, s'engager dans une association, etc.) n'était efficace pour « que les choses bougent ». Le taux a baissé et est aujourd'hui de 18% (-3 points). Cette opinion est particulièrement rare chez les Gilets jaunes (10%) qui semblent donc voir leurs différentes expressions non pas comme un défilement de colère mais comme un moyen d'action. Au-delà de cette idée, l'envie de participation à la vie publique est réelle dans la population, et en augmentation. Le **vote**, qui était déjà la forme d'action plébiscitée en 2017, est encore plus considéré par la population comme la première des actions efficaces (44%, + 4 points). La participation à une concertation publique est jugée plus efficace (+3 points), tout comme les manifestations (+3 points).

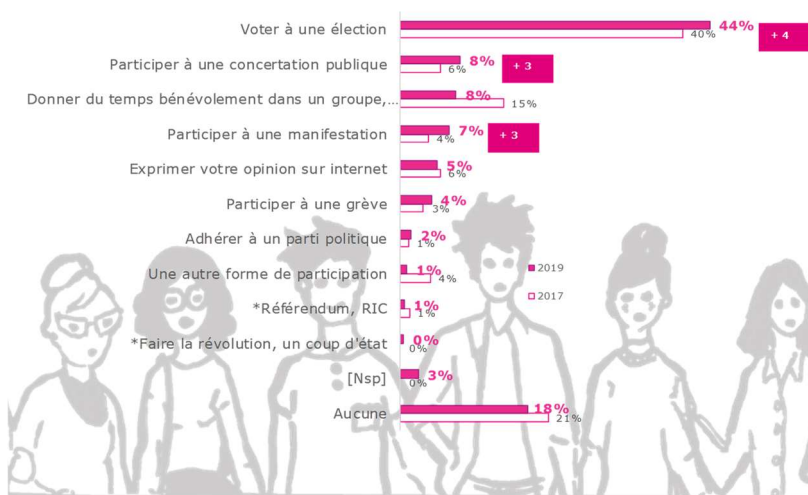
Les Gilets jaunes un signe de ré-investissement de l'espace public ?

« Parmi les différentes formes suivantes de participation à la vie publique, laquelle vous semble la plus efficace pour contribuer à ce que les choses bougent ? » - Champ : population française, en %

Très peu de Gilets jaunes considèrent qu'aucune des formes de participation à la vie publique n'est efficace pour que les choses bougent



Voter à une élection, participer à une concertation, une manifestation sont jugées plus efficaces pour que les choses bougent par la population en général



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

Méthodologie

L'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations » est réalisée chaque année deux fois par an auprès d'un échantillon représentatif de la population française depuis 1979. L'enquête de janvier 2019 a questionné 2976 personnes sur des sujets très variés (une heure de questionnaire en moyenne). L'échantillon est constitué selon la méthode des quotas (région, taille d'agglomération, âge-sexe, PCS). Un redressement final est effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale. Les analyses présentées dans cette Note de synthèse portent en particulier sur les résultats de la vague du début 2019, mais aussi sur l'ensemble des vagues d'enquêtes réalisées chaque année depuis 40 ans.

Cette analyse est tirée de **La note de conjoncture sociétale du CRÉDOC 2019 : Liberté, égalité, individualité**, sur souscription.

Pour en savoir plus :

2019 : Liberté, égalité, Individualité, Note de conjoncture sociétale du CREDOC, sur souscription

Nelly Guisse et Sandra Hoibian, La France des invisibles, Collection des rapports n°327, mars 2016
<https://www.credoc.fr/publications/la-france-des-invisibles>

Un travail de recherche plus complet est en cours sur le sujet et donnera lieu à une publication pour la fin 2019

Contact presse : Sandra Hoibian, hoibian@credoc.fr, 01 40 77 85 53

Ou Jorg Muller, Muller@credoc.fr, 01 40 77 85 32